

Flash marchés

La Chine, à nouveau source de désinflation ?

Dans nos Perspectives Économiques et Financières, nous décrivons un monde moins coopératif, plus conflictuel, dans lequel les États, en quête de souveraineté, mènent des politiques budgétaires expansionnistes visant à réindustrialiser leur pays et à rapatrier les chaînes de production. S'impose ainsi une réorganisation des échanges commerciaux, caractérisée par l'émergence d'un multi-régionalisme. Un environnement où les distorsions de concurrence se multiplient, où la forte compétition pour l'accès aux ressources (financières, humaines, matières premières) exerce une pression haussière sur celles-ci, comme la hausse récente du cuivre l'illustre. Un monde où la multiplication des conflits armés fait peser un risque constant sur les approvisionnements, notamment énergétiques. La remontée actuelle du prix du baril nous rappelle les risques liés à l'amplification du conflit au Moyen-Orient. Ce monde est ainsi porteur de nombreuses pressions inflationnistes structurelles.

A cet égard, deux évènements nous ont interpellé ces derniers jours.

Le premier, en zone euro, où les chiffres d'inflation totale sont apparus en ralentissement, à +2,4 % sur un an, pointant l'incertitude sur les tendances de court terme. La dynamique des prix à la consommation reste sujette à une forte volatilité à court terme. Les prix de l'alimentation et de l'énergie, composantes importantes du panier de consommation des ménages, ont nettement ralenti sous l'effet de la baisse des prix de certaines matières premières depuis leurs pics. Ces tendances contrastent avec la hausse toujours forte des prix des services, dont le rythme se maintient à 4 % depuis novembre 2023, et la poursuite de certaines pressions haussières sur les salaires.

Le second est la visite de la secrétaire d'État au Trésor, J. Yellen en Chine. Outre le fait qu'une visite d'un officiel américain de ce rang en Chine est une nouvelle importante au regard du monde conflictuel que nous décrivons, les motivations de ce voyage interpellent ! Depuis plusieurs trimestres, la Chine a beaucoup investi dans ses capacités de production de biens à forte valeur ajoutée (solaire, éolien, véhicules électriques, batteries...), redirigeant les financements et les aides de l'immobilier vers ces industries. La Chine devient un acteur incontournable de ces secteurs. Elle produit beaucoup, au moment où la croissance du pays ralentit. Il faudra donc trouver des débouchés à l'étranger pour ces équipements fabriqués en Chine.

Les risques sont élevés pour les pays occidentaux : voir déferler des produits peu chers qui viendront concurrencer et fragiliser les producteurs locaux et remettre en question les énormes investissements annoncés sur ces secteurs qui sont au cœur des politiques de réindustrialisation ! C'est donc une nécessité que le sujet soit à l'agenda de la visite de Madame Yellen. Plus généralement, et malgré un environnement géopolitique et économique différent, les pressions possibles exercées par ces surcapacités nous font nous interroger sur la possibilité qu'un scénario similaire à celui du début des années 2000, consécutif à l'entrée de la Chine dans l'OMC, se matérialise : désindustrialisation des pays occidentaux par manque de compétitivité face aux produits chinois, notamment en Europe, et importation d'une désinflation ou d'une déflation en provenance de Chine.

Nous allons poursuivre nos réflexions en intégrant ces éléments afin d'évaluer les impacts potentiels sur notre vision du monde. Nous le ferons notamment dans nos prochaines Perspectives Économiques et Financières dont le thème, les distorsions de concurrence, résonne ainsi avec encore plus d'acuité. Mais, dès cette semaine, vous pourrez retrouver, dans le Suivi hebdomadaire de nos Perspectives Économiques et Financières, un point détaillé sur les deux sujets que nous venons d'évoquer.

Jacques-André NADAL

Directeur adjoint des Gestions
Achévé de rédiger le 8 avril 2024

Retrouvez l'ensemble de nos analyses sur notre site internet www.covea-finance.fr

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 24 901 254 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Il contient des opinions et analyses conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit. Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Toute reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.